

**Les sacrifices pour le monde du travail ça suffit, nous ne paierons pas leur dette ni leurs guerres !  
Dès le 10 puis le 18 septembre autant qu'il le faudra... continuité et convergences pour imposer le  
retrait du plan Bayrou et gagner un budget de justice sociale.**

Le 15 juillet, le Premier Ministre -misant sur l'effet «congrés»- annonçait un budget d'une brutalité sans précédent :

- Suppression de 2 jours fériés dont le 8 mai commémorant la victoire sur le nazisme,
- Doublement des franchises médicales,
- Remise en cause des arrêts maladie,
- Nouvelle attaque sur l'Assurance-Chômage,
- Gel des prestations sociales et des pensions,
- Remise en cause de la 5ème semaine de congés payés,
- Attaque des retraités « nantis »...

**44 milliards d'économies non négociables !**

**ERREUR GRAVE DE CALCUL !**

Il saigne la population en cassant toujours plus les services publics, le système de santé déjà exsangue et en voulant saborder la Sécurité sociale.

Il veut détruire tout ce qui assure une redistribution des richesses ou améliore le quotidien de la population en garantissant l'accès à des services publics de haut niveau sur tout le territoire.

Le Gouvernement, fidèle à la ligne ultra-libérale macroniste, fait le choix délibéré et assumé d'épargner les entreprises -y compris les multinationales du CAC 40- qui reçoivent pourtant chaque année 211 milliards d'aides publiques sans aucune contrepartie (emploi, environnement..).

Il ne demande rien non plus aux actionnaires ni aux grandes fortunes françaises où 500 familles à elles-seules concentrent 1 128 milliards d'euros avec un taux d'imposition de moins de 2%, là où l'immense majorité des ménages est imposée à 11%.

Loin d'être obnubilé par les vacances, un mouvement citoyen a vu le jour au cœur de l'été. D'abord sur les réseaux sociaux puis dans des assemblées populaires.

La très forte mise en avant des revendications de justice sociale et fiscale a, de fait, éliminé celles venues de l'extrême-droite qui voulaient diviser plutôt que rassembler pour gagner.

C'est pourquoi notre Fédération a décidé de s'engager dans ce mouvement en appelant ses syndicats à arrêter le travail le 10 septembre pour participer à toutes les initiatives locales construites et organisées collectivement.

Quelle que soit la situation politique, cette journée sera le point de départ d'une contestation sociale qui devra maintenir, tout en haut de l'affiche, les aspirations du monde du travail face à ceux qui en appellent à la situation internationale ou au « poids de la dette » pour refuser de nous entendre et justifier leurs décisions antisociales.

Dans ce contexte, l'intersyndicale nationale CGT, CFDT, CGT-FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, appelle à la grève le jeudi 18 septembre. Il faut s'en saisir pour amplifier et durcir la mobilisation. Au plus près des travailleurs et travailleuses, il va s'agir de convaincre que seul un mouvement large, inscrit dans la durée, sera gagnant.

De par son histoire, son orientation, son implantation, la CGT est en situation de jouer un rôle pivot pour construire cette convergence entre la colère citoyenne et l'organisation de la grève sur les lieux de travail.

Notre Fédération, avant l'été, a pris ses responsabilités en décidant de construire, avec ses syndicats, une grande journée de grève et d'actions le 9 octobre qui pourrait s'appuyer sur la dynamique des mobilisations de la rentrée. Maintenant qu'elles s'amorcent, il faut y prendre toute notre place.

A nous de convaincre sur le terrain, à nous d'être réactifs face à une situation inédite, à nous de porter notre projet « 100% Sécu » !

### **Ensemble imposons d'autres choix politiques :**

- Rejet définitif des mesures du budget Bayrou (et successeurs)
- Des moyens à la hauteur des besoins pour la Sécurité sociale
- Investissements urgents dans notre système de santé et tous nos services publics
- Retour de la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités
- Augmentation des salaires, pensions et minima sociaux
- Arrêt des exonérations de cotisations sociales et des aides publiques aux entreprises

Pendant vos 50 secondes de lecture 334 500 € d'aides publiques aux entreprises ont été versées,  
**sans aucun contrôle ni contrepartie !**